

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen bestemd voor het Bevorderingsfonds « Veeveelt en vlees », zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 oktober 1996, inzonderheid op de artikelen 5 en 6;

Gelet op het voorstel van de consultatieve afdeling « Veeveelt en vlees » van 26 september 1996;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van de « Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture », gegeven op 5 november 1996;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financieën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het bedrag van de verplichte bijdragen voor het Bevorderingsfonds « Veeveelt en vlees » omwille van de bestaande moeilijkheden onmiddellijk aangepast moet worden opdat de Dienst over de nodige geldmiddelen kan beschikken om een intensief en doeltreffend bevorderingsbeleid in de rundveessector te voeren;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. Het eerste punt van artikel 2 wordt vervangen als volgt :

« 1° Wie runderen of kalveren in een openbaar of privé-slachthuis slacht of laat slachten, betaalt per geslacht dier dat voor menselijke consumptie geschikt is, een bijdrage van honderd frank per rund en van dertig frank per kalf, ingevoerde dieren uitgezonderd.

Van deze bijdrage zijn vijfenzeftig frank per geslacht rund en vijftien frank per geslacht kalf voor rekening van de leverancier.

Van dezelfde bijdrage zijn vijfendertig frank per geslacht rund en vijftien frank per geslacht kalf voor rekening van de koper.

Voor de aankoop van aangesneden runder- of kalfsdelen betaalt de koper een bijdrage van negen centiem per kilogram rundvlees, vijftien centiem per kilogram kalfsvlees met gebeente en dertig centiem per kilogram kalfsvlees zonder gebeente. »

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1997.

Art. 3. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 5 december 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

F. 96 — 2682

(C — 96/27697)

11 DECEMBRE 1996. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993, notamment l'article 68;

Vu le décret I du 7 juillet 1993 relatif au transfert de l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne;

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement wallon chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

- "loi" : la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993;

- "décret" : le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française.

Art. 2. M. Robert Collignon, Ministre-Président du Gouvernement wallon, chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine, est compétent pour :

- la coordination de la politique du Gouvernement;
- la saisine du Comité de concertation Gouvernement fédéral - Gouvernement des Communautés et des Régions, les relations intra-belges, ainsi que le fonctionnement des institutions et en ce compris les relations avec le Parlement;
- l'économie telle que visée à l'article 6, § 1^{er}, VI, de la loi en ce compris les P.M.E., et à l'exception des aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles et de la gestion des ressources du sous-sol;
- la coordination interne au niveau de la Région des dossiers relatifs aux objectifs 1, 2 et 5b des fonds structurels, selon les modalités prévues à l'article 16 de l'arrêté portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;
- les zones industrielles telles que visées à l'article 6, § 1^{er}, I, 3^o, de la loi;

- la politique des débouchés et des exportations visée par l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 1, 3^o, de la loi et la promotion extérieure des produits agricoles et horticoles;
- le tourisme tel que visé à l'article 3, 2^o, du décret;
- les monuments et les sites tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, I, 7^o, de la loi, ainsi que les fouilles;
- en ce qui concerne les télécommunications, les relations avec le Gouvernement fédéral et les autres entités fédérées ainsi que les aides à l'expansion économique.

Art. 3. M. Michel Lebrun, Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports, est compétent pour :

- l'aménagement du territoire tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, I, de la loi, à l'exception du 3^o et du 7^o;
- les travaux publics tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, X, 1^o à 6^o, de la loi en ce compris les espaces verts situés le long des routes et des voies navigables;
- les télécommunications, à l'exception des relations avec le Gouvernement fédéral et les autres entités fédérées et des aides à l'expansion économique;
- les grands ouvrages d'art tels que définis dans l'arrêté royal du 2 février 1993 portant transfert des voies hydrauliques aux Régions à l'exception des biens meubles et immeubles nécessaires à l'exécution des missions de l'E.R.P.E.;
- la cartographie;
- l'agrégation des entrepreneurs;
- le transport en commun tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, X, 8^o, de la loi;
- les aéroports tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, X, 7^o et 9^o, de la loi;
- le transport scolaire tel que visé à l'article 3, 5^o, du décret.

Art. 4. M. Bernard Anselme, Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique, est compétent pour :

- les pouvoirs subordonnés tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, VIII, de la loi, en ce compris la subsidiarité des travaux d'épuration mais à l'exception du financement des missions dans les matières qui relèvent de la compétence d'autres Ministres;
- la tutelle telle que visée à l'article 7 de la loi;
- la fonction publique et l'Administration;
- l'informatique administrative.

Art. 5. M. Jean-Claude Van Cauwenberghe, Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation, est compétent pour :

- le budget, les finances et la trésorerie, en ce compris l'exécution du décret I du 7 juillet 1993 portant création de cinq sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics;
- la politique de l'emploi telle que visée à l'article 6, § 1^{er}, IX, de la loi;
- la promotion sociale telle que visée à l'article 3, 3^o, du décret;
- la reconversion et le recyclage professionnels tels que visés à l'article 3, 4^o, du décret;
- l'implantation des services et organismes, ainsi que la gestion immobilière.

Art. 6. M. Guy Lutgen, Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture, est compétent pour :

- l'environnement et la politique de l'eau visés à l'article 6, § 1^{er}, II, de la loi;
- la valorisation des terrains;
- la gestion des ressources du sous-sol;
- la politique agricole visée à l'article 6, § 1^{er}, V, de la loi en ce compris les abattoirs et les aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles, à l'exception de l'application des lois d'expansion économique et de la promotion extérieure des produits agricoles et horticoles;
- la rénovation rurale et la conservation de la nature telles que visées à l'article 6, § 1^{er}, III, de la loi.

Art. 7. M. Willy Taminiaux, Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé, est compétent pour :

- la politique de santé telle que visée à l'article 3, 6^o, du décret;
- l'aide aux personnes telle que visée à l'article 3, 7^o, du décret;
- le logement tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, IV, de la loi.

Art. 8. M. William Ancion, Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales, est compétent pour :

- la recherche scientifique telle que visée à l'article 6bis de la loi;
- les technologies nouvelles;
- la politique de l'énergie telle que visée à l'article 6, § 1^{er}, VII, de la loi, à l'exception de la valorisation des terrains;
- dans le domaine de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air, les infrastructures sportives communales, provinciales, intercommunales et privées, telles que visées à l'article 3, 1^o, du décret;
- les relations internationales, en ce compris les dossiers relatifs aux objectifs 1, 2 et 5b des fonds structurels selon les modalités prévues à l'article 16 de l'arrêté portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, ainsi que les initiatives communautaires.

Art. 9. Les projets de décret et les arrêtés délibérés en Gouvernement sont signés par le Ministre qui a dans ses attributions la matière qui fait l'objet du projet de décret ou de l'arrêté. Ils sont contresignés par le Ministre-Président du Gouvernement wallon.

Art. 10. Dans le cas où une délégation a été accordée conformément à l'arrêté portant le règlement du fonctionnement du Gouvernement, les arrêtés sont signés par le Ministre auquel cette délégation est accordée.

Art. 11. L'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 1995 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement est abrogé.

Art. 12. Le présent arrêté produit ses effets le 11 décembre 1996.

Art. 13. Le Ministre-Président du Gouvernement est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 11 décembre 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

ÜBERSETZUNG

D. 96 — 2682

[C - 96/27697]

11. DEZEMBER 1996 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch die Gesetze vom 8. August 1988, vom 5. Mai 1993 und vom 16. Juli 1993, insbesondere des Artikels 68;

Aufgrund des Dekrets I vom 7. Juli 1993 über die Übertragung gewisser Zuständigkeiten der Französischen Gemeinschaft auf die Wallonische Region;

Aufgrund des Dekrets II vom 22. Juli 1993 zur Übertragung gewisser Zuständigkeiten der Französischen Gemeinschaft an die Wallonische Region und an die Französische Gemeinschaftskommission;

Auf Vorschlag des Ministers-Vorsitzenden der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

Beschließt:

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter:

- "Gesetz": das Sondergesetz vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch die Gesetze vom 8. August 1988, vom 5. Mai 1993 und vom 16. Juli 1993;

- "Dekret": das Dekret II vom 22. Juli 1993 zur Übertragung gewisser Zuständigkeiten der Französischen Gemeinschaft an die Wallonische Region und an die Französische Gemeinschaftskommission.

Art. 2 - Herr Robert Collignon, Minister-Vorsitzender der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe, ist zuständig für:

- die Koordinierung der Regierungspolitik;

- die Heranziehung des Konzertierungsausschusses Föderalregierung - Regierung der Gemeinschaften und der Regionen, die innerbelgischen Beziehungen sowie die Arbeitsweise der Institutionen, einschließlich der Beziehungen mit dem Parlament;

- die Wirtschaft im Sinne von Artikel 6, § 1, VI, des Gesetzes einschließlich der K.M.B. mit Ausnahme der Zusatz- und Ersatzhilfen für Agrarbetriebe und der Verwaltung der Bodenschätze;

- die interne Koordinierung auf Regionalebene der Akten bezüglich der Ziele 1, 2 und 5b der Strukturfonds, gemäß den in Artikel 16 des Erlasses zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung vorgesehenen Modalitäten;

- die Industriezonen im Sinne von Artikel 6, § 1, I, 3°, des Gesetzes;

- die Absatz- und Ausfuhrpolitik im Sinne von Artikel 6, § 1, VI, Absatz 1, 3°, des Gesetzes und die auswärtige Förderung der Agrar- und Gartenbauprodukte;

- den Tourismus im Sinne von Artikel 3, 2°, des Dekrets;

- die Denkmäler und Landschaften im Sinne von Artikel 6, § 1, I, 7°, des Gesetzes sowie die Ausgrabungen;

- was der Telekommunikationsbereich betrifft, die Beziehungen mit der Föderalregierung und den anderen föderierten Instanzen sowie die Förderung des Wirtschaftsaufschwungs.

Art. 3 - Herr Michel Lebrun, Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens, ist zuständig für:

- die Raumordnung im Sinne von Artikel 6, § 1, I, des Gesetzes, mit Ausnahme von Punkt 3° und Punkt 7°;
- die öffentlichen Arbeiten im Sinne von Artikel 6, § 1, X, 1° bis 6°, des Gesetzes, einschließlich der entlang der Straßen und der Wasserwege gelegenen Grünflächen;
- den Telekommunikationsbereich, mit Ausnahme der Beziehungen mit der Föderalregierung und den anderen förderierten Instanzen sowie die Förderung des Wirtschaftsaufschwungs;
- die großen Kunstbauten im Sinne des Königlichen Erlasses vom 2. Februar 1993 zur Übertragung der Wasserstraßen an die Regionen, mit Ausnahme der für die Ausführung der Aufgaben der "E.R.P.E." (Regionaler Betrieb für Wassergewinnung) notwendigen Mobilien und Immobilien;
- die Kartographie;
- die Zulassung der Unternehmer;
- den öffentlichen Verkehr im Sinne von Artikel 6, § 1, X, 8°, des Gesetzes;
- die Flughäfen im Sinne von Artikel 6, § 1, X, 7° und 9°, des Gesetzes;
- den Schülertransport im Sinne von Artikel 3, 5°, des Dekrets.

Art. 4 - Herr Bernard Anselme, Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes, ist zuständig für:

- die nachgeordneten Behörden im Sinne von Artikel 6, § 1, VIII, des Gesetzes, einschließlich der Bezuschussung der Kanalisationsarbeiten, jedoch mit Ausnahme der Finanzierung der Aufgaben in den Angelegenheiten, die in den Zuständigkeitsbereich anderer Minister fallen;
- die Aufsicht im Sinne von Artikel 7 des Gesetzes;
- den öffentlichen Dienst und die Verwaltung;
- die Informatik in der Verwaltung.

Art. 5 - Herr Jean-Claude Van Cauwenberghe, Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung, ist zuständig für:

- den Haushalt, die Finanzen und das Kassenwesen, einschließlich der Ausführung des Dekrets I vom 7. Juli 1993 zur Gründung von fünf Gesellschaften öffentlichen Rechts für die Verwaltung der Schulgebäude des von den öffentlichen Behörden organisierten Unterrichts;
- die Beschäftigungspolitik im Sinne von Artikel 6, § 1, IX, des Gesetzes;
- die soziale Förderung im Sinne von Artikel 3, 3°, des Dekrets;
- die berufliche Umschulung und Fortbildung im Sinne von Artikel 3, 4°, des Dekrets;
- die Wahl des Standortes der Dienststellen und Einrichtungen sowie die Immobilienverwaltung.

Art. 6 - Herr Guy Lutgen, Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft, ist zuständig für:

- die Umwelt und die Wasserpolitik im Sinne von Artikel 6, § 1, II, des Gesetzes;
- die Erschließung der Halden;
- die Verwaltung der Bodenschätze;
- die Agrarpolitik im Sinne von Artikel 6, § 1, V, des Gesetzes, einschließlich der Schlachthöfe und der Zusatz- und Ersatzhilfen für Agrarbetriebe, mit Ausnahme der Anwendung der Gesetze zum Wirtschaftsaufschwung und der auswärtigen Förderung der Agrar- und Gartenbauprodukte;
- die ländliche Erneuerung und die Erhaltung der Natur im Sinne von Artikel 6, § 1, III, des Gesetzes.

Art. 7 - Herr Willy Taminiaux, Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens, ist zuständig für:

- die Gesundheitspolitik im Sinne von Artikel 3, 6°, des Dekrets;
- die Unterstützung von Personen im Sinne von Artikel 3, 7°, des Dekrets;
- das Wohnungswesen im Sinne von Artikel 6, § 1, IV, des Gesetzes.

Art. 8 - Herr William Ancion, Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung, des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen, ist zuständig für:

- die wissenschaftliche Forschung im Sinne von Artikel 6*bis* des Gesetzes;
- die neuen Technologien;
- die Energiepolitik im Sinne des Artikels 6, § 1, VII, des Gesetzes, mit Ausnahme der Erschließung der Halden;
- was die Leibeserziehung, das Sportwesen und das Leben im Freien betrifft, die kommunalen, provinziellen, interkommunalen und privaten Sportinfrastrukturen im Sinne von Artikel 3, 1°, des Dekrets;
- die internationalen Beziehungen, einschließlich der Akten bezüglich der Ziele Nrn. 1, 2 und 5b der Strukturfonds, gemäß den in Artikel 16 des Erlasses zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung vorgesehenen Modalitäten sowie die gemeinschaftlichen Initiativen.

Art. 9 - Die Dekretsentwürfe und die innerhalb der Regierung beschlossenen Erlasse werden vom Minister unterzeichnet, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Angelegenheit gehört, die den Gegenstand des Dekretsentwurfs bzw. des Erlasses bildet. Sie werden vom Minister-Vorsitzenden der Wallonischen Regierung gegengezeichnet.

Art. 10 - Im Falle, wo eine Vollmacht gemäß dem Erlaß zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung erteilt worden ist, werden die Erlasse vom Minister unterzeichnet, dem diese Vollmacht erteilt worden ist.

Art. 11 - Der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 1995 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung wird aufgehoben.

Art. 12 - Der vorliegende Erlaß tritt am 11. Dezember 1996 in Kraft.

Art. 13 - Der Minister-Vorsitzende der Regierung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. Dezember 1996

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung,
des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,
W. ANCIEN

—
VERTALING

N. 96 — 2682

{C - 96/27697}

**11 DECEMBER 1996. — Besluit van de Waalse Regering
tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden
en tot regeling van de ondertekening van haar akten**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993 en 16 juli 1993, inzonderheid op artikel 68;

Gelet op het decreet I van 7 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest;

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Op de voordracht van de Minister-President van de Waalse Regering, belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

- "wet" : de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993 en 16 juli 1993;

- "decreet" : het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 2. De heer Robert Collignon, Minister-President van de Waalse Regering, belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium, is bevoegd voor :

- de coördinatie van het regeringsbeleid;

- de aanhangigmaking van het overlegcomité "Federale Regering - Gemeenschaps- en Gewestregeringen", voor de intrabelgische betrekkingen, alsmede voor de werking van de instellingen, met inbegrip van de betrekkingen met het Parlement;

- de economie, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, VI, van de wet, met inbegrip van de K.M.O.'s en met uitzondering van de aanvullende en suppletieve hulp aan landbouwbedrijven en het beheer van de rijkdommen van de ondergrond;

- wat het Gewest betreft, de interne coördinatie van de dossiers betreffende de doelstellingen 1, 2 en 5b van de structurele fondsen, volgens de wijze voorzien bij artikel 16 van het besluit tot regeling van de werking van de Regering;

- de industriezones, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, I, 3°, van de wet;

- het afzet- en uitvoerbeleid, bedoeld in artikel 6, § 1, VI, eerste lid, 3°, van de wet, en de bevordering van landbouw- en tuinbouwprodukten in het buitenland;

- het toerisme, zoals bedoeld in artikel 3, 2°, van het decreet;

- de monumenten en landschappen, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, I, 7°, van de wet, alsook de opgravingen;

- wat de telecommunicaties betreft, de betrekkingen met de federale regering en de andere deelregeringen, alsook de hulp aan de economische expansie.

Art. 3. De heer Michel Lebrun, Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer, is bevoegd voor :

- de ruimtelijke ordening, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, I, van de wet, met uitzondering van 3° en 7°;
- de openbare werken, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, X, 1° tot 6°, van de wet, met inbegrip van de langs de wegen en bevaarbare waterwegen gelegen groengebieden;
- de telecomunicaties, met uitzondering van de betrekkingen met de federale regering en de andere deelregeringen, alsook de hulp aan de economische expansie;
- de grote kunstwerken zoals bepaald bij het koninklijk besluit van 2 februari 1993 tot overdracht van de waterwegen aan de Gewesten, met uitzondering van de roerende en onroerende goederen die nodig zijn voor de uitvoering van de opdrachten van de E.R.P.E.;
- de cartographie;
- de erkenning van ondernemers;
- het openbaar vervoer, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, X, 8°, van de wet;
- de luchthavens, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, X, 7° en 9°, van de wet;
- het leerlingenvervoer, zoals bedoeld in artikel 3, 5°, van het decreet.

Art. 4. De heer Bernard Anselme, Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken, is bevoegd voor :

- de ondergeschikte besturen, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, VIII, van de wet, met inbegrip van de subsidiëring van rioleringswerken, maar met uitzondering van de financiering van opdrachten voor aangelegenheden die tot de bevoegdheid van andere ministers behoren;
- het toezicht, zoals bedoeld in artikel 7 van de wet;
- de ambtenarenzaken en de administratie;
- de administratieve informatica.

Art. 5. De heer Jean-Claude Van Cauwenberghe, Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming, is bevoegd voor :

- de begroting, de financiën en de schatkist, met inbegrip van de uitvoering van het decreet I van 7 juli 1993 tot oprichting van vijf publiekrechtelijke maatschappijen voor het beheer van de schoolgebouwen van het door de overheid gesubsidieerd onderwijs;
- het tewerkstellingsbeleid, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, IX, van de wet;
- de sociale promotie, zoals bedoeld in artikel 3, 3°, van het decreet;
- de beroepsomscholing en -bijscholing, zoals bedoeld in artikel 3, 4°, van het decreet;
- de vestiging van de diensten en instellingen, alsook het beheer van onroerende goederen.

Art. 6. De heer Guy Lutgen, Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw, is bevoegd voor :

- het leefmilieu en het waterbeleid, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, II, van de wet;
- de ontsluiting van de steenbergren;
- het beheer van de rijkdommen van de ondergrond;
- het landbouwbeleid, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, V, van de wet, met inbegrip van de slachthuizen en van de aanvullende en suppletieve hulp aan landbouwbedrijven, behalve de toepassing van de wetten op de economische expansie en de bevordering van landbouw- en tuinbouwproducten in het buitenland;
- de landinrichting en het natuurbehoud, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, III, van de wet.

Art. 7. De heer Willy Taminiaux, Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid, is bevoegd voor :

- het gezondheidsbeleid, zoals bedoeld in artikel 3, 6°, van het decreet;
- de bijstand aan personen, zoals bedoeld in artikel 3, 7°, van het decreet;
- de huisvesting, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, IV, van de wet.

Art. 8. De heer William Ancion, Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen, is bevoegd voor :

- het wetenschappelijk onderzoek, zoals bedoeld in artikel 6bis van de wet;
- de nieuwe technologieën;
- het energiebeleid, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, VII, van de wet, behalve de ontsluiting van de steenbergren;
- wat lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens betreft, de gemeentelijke, provinciale, intercommunale en privé-infrastructuren, zoals bedoeld in artikel 3, 1°, van het decreet;
- de internationale betrekkingen, met inbegrip van de dossiers betreffende de doelstellingen 1, 2 en 5b van de structurele fondsen, volgens de wijze voorzien bij artikel 16 van het besluit tot regeling van de werking van de Regering, alsook van de communautaire initiatieven.

Art. 9. De decreetontwerpen en de binnen de Regering beraadslaagde besluiten worden ondertekend door de Minister bevoegd voor de aangelegenheid die het voorwerp is van het decreetsontwerp of het besluit. Zij worden medeondertekend door de Minister-President van de Waalse Regering.

Art. 10. Als een delegatie wordt toegekend overeenkomstig het besluit tot regeling van de werking van de Waalse Regering, worden de besluiten ondertekend door de Minister aan wie die delegatie is toegekend.

Art. 11. Het besluit van de Waalse Regering van 25 juli 1995 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten wordt opgeheven.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 11 december 1996.

Art. 13. De Minister-President van de Regering is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 11 december 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

[21303]

Federale diensten voor wetenschappelijke, technische
en culturele aangelegenheden

Nationale Orden

Het Kindermuseum

Bij koninklijk besluit van 10 oktober 1996 wordt benoemd tot Ridder
in de Kroonorde:

Mevr. Lippens-Mathieu de Wijnendaele, Kathleen, Voorzitzer-
oprichtster van de V.Z.W. « Het Kindermuseum ».
Ranginneming: 10 oktober 1996.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

[21303]

Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques
et culturelles

Ordres nationaux

Le Musée des Enfants

Par arrêté royal du 10 octobre 1996 est nommée Chevalier de l'Ordre
de la Couronne:

Mme Lippens-Mathieu de Wijnendaele, Kathleen, Présidente-
fondatrice de l'A.S.B.L. « Le Musée des Enfants ».

Prise de rang: 10 octobre 1996.

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER EN MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

[36290]

Nationale Orden

(Uitreiking van 15 november 1995)

Koninklijke besluiten van 2 februari 1996:

I. Kroonorde

Wordt benoemd tot de graad van Ridder in de Kroonorde:

Mevr. De Doncker, Maria, hoofdmedewerker bij het Vlaams Fonds
voor Sociale Integratie van Personen met een Handicap.

II. Orde van Leopold II

Wordt benoemd tot de graad van Officier in de Orde van Leopold II:

De heer Stevens, Jean, directeur-arts bij het Vlaams Fonds voor
Sociale Integratie van Personen met een Handicap.

Worden benoemd tot de graad van Ridder in de Orde van
Leopold II:

De heren:

Timmermans, Joseph, hoofdassistent bij het Vlaams Fonds voor
Sociale Integratie van Personen met een Handicap;

Tobac, Pierre, medewerker bij het Vlaams Fonds voor Sociale Inte-
gratie van Personen met een Handicap.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE ET MINISTERIE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

[36290]

Ordres nationaux

(Mouvement du 15 novembre 1995)

Arrêtés royaux du 2 février 1996:

I. Ordre de la Couronne

Est nommé au grade de Chevalier de l'Ordre de la Couronne:

Mme De Doncker, Maria, collaborateur en chef au Fonds flamand
pour l'Intégration sociale des Personnes handicapées.

II. Ordre de Léopold II

Est nommé au grade d'Officier de l'Ordre de Léopold II:

M. Stevens, Jean, directeur-médecin au Fonds flamand pour l'Inté-
gration sociale des Personnes handicapées.

Sont nommés au grade Chevalier de l'Ordre de Léopold II:

MM.:

Timmermans, Joseph, assistent en chef au Fonds flamand pour
l'Intégration sociale des Personnes handicapées;

Tobac, Pierre, collaborateur au Fonds flamand pour l'Intégration
sociale des Personnes handicapées.